

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 85 - VENDREDI 12 NOVEMBRE 2010

## LE MERLE MOQUEUR

- le merle se ressource, il est en congés !

## AGENDA MILITANT

- **13 novembre**  
Paris [Avec les Sahraouis](#)
- **15 novembre**  
Aubervilliers [Travail et pouvoir d'agir](#)
- **17 novembre**  
Paris [Non à la double violence](#)
- **17 novembre**  
Pantin [Staline, Nietzsche, Gramsci...](#)
- **19 novembre**  
Rennes [Avec la militante féministe Pinar Selek](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

- **Rencontres politiques**
  - ACU-Alternatifs
  - Adresse au Congrès des Alternatifs
- **Monde**
  - Les six de la grue
  - Un symbole de résistance en Turquie
- **Images et réalités**
  - Le travail timbré

Le mouvement contre  
la réforme des retraites  
*continue !*

1 000... 5 000... 10 000...

20 000... 30 000...

48 337... signataires  
(à l'heure où nous écrivons)

Pour que le peuple décide  
**Tous ensemble,  
exigeons un  
référendum**

Signez l'appel unitaire  
initié par l'hebdomadaire *Politis* sur le site :  
[www.referendumretraites.fr](http://www.referendumretraites.fr)

# Un mouvement politique

**Ni victorieux, ni perdant, le mouvement contre la réforme des retraites appelle à transformer la manière d'aborder les questions de l'alternative politique et des échéances électorales de 2012 aussi bien que le travail sur les éléments clefs d'un projet.**

## Mouvement, alternative, échéances électorales

**Comment envisager l'alternative politique et les prochaines échéances électorales, à partir du mouvement contre la réforme des retraites ? Quelques pistes.**

**J**e voudrais d'emblée opposer l'idée qu'un mouvement comme celui que nous connaissons aurait dû déjà ou devrait changer la gauche - et particulièrement la gauche de transformation - et l'hypothèse que les derniers mois auront plutôt renforcé la césure entre mouvement social et politique institutionnelle.

### **Un mouvement politique**

Tout d'abord, il s'agit d'un mouvement politique. Les acteurs comme les commentateurs en ont souligné les nombreuses dimensions enchevêtrées : mise en cause du projet gouvernemental heurtant le socle des droits fondamentaux, dénonciation de l'injustice d'une politique en général, mobilisation de masse contre une société dont nous ne voulons pas, critique exacerbée de la dérive antidémocratique de Sarkozy, délégitimation du pouvoir politique, des formes actuel-

les de la représentation politique et critique acerbe des institutions... Il y a là des ingrédients de crise politique et sociale globale.

Il est possible qu'en plus de l'expérience de la lutte, qui est une forme de politisation populaire, l'idée prenne beaucoup de force qu'il ne peut y avoir de changements politiques réels sans de sérieuses secousses de la société. Il me semble que l'exemple des Etats-Unis, avec l'échec de l'espoir Obama, peut d'ailleurs renforcer cette conviction.

C'est d'ailleurs là un point d'analyse à approfondir : la dureté de l'affrontement avec le pouvoir, son intransigeance auront peut-être, cette fois-ci non pas abouti à un sentiment d'échec, d'impuissance conduisant à renoncer à batailler, mais auront peut-être aguerri massivement une fraction (pour une fois) non marginale, voire importante, des grévistes et des manifestants, et en définitive aiguisé

la conscience et la lutte de classes.

### **Distorsions**

Du point de vue des forces sociales et politiques, on doit noter des paradoxes lourds là aussi.

Il y a d'abord la distorsion entre les caractéristiques politiques fortes du mouvement que je viens d'évoquer et un discours des confédérations syndicales qui a constamment limité le champ de la mobilisation, considérée comme un mouvement social uniquement, voire un mouvement syndical, excluant d'élargir tant les exigences formulées que le périmètre du rassemblement des forces (monopole syndical sur la conduite du mouvement). On peut souligner à la fois les gains importants pour le mouvement de l'unité inter-confédérations, élément majeur pour la crédibilité du mouvement dans la population, et le « prix » de cette unité syndicale : une forme de ●●●

●●● silence et parfois de déni de la richesse politique du mouvement, de ce qu'il appelle comme transformation de la société, sans parler ici du futur débat sur le bilan du mouvement. L'intelligence des directions syndicales a été de ne pas disqualifier les actions du terrain, et même le plus souvent de les soutenir en faisant porter au gouvernement la responsabilité de la radicalisation, ce qui a permis que le pouvoir, et non les acteurs de la lutte, en soient tenus responsables.

Il y a ensuite la distorsion entre les caractéristiques politiques fortes du mouvement et le positionnement des partis politiques : postures de soutien au mouvement, le plus souvent en situation d'extériorité, et rarement en position d'acteurs du mouvement portant de l'intérieur de celui-ci la nécessité d'une dynamique unitaire en faveur d'une alternative à gauche, celle de mesures de ruptures etc. Ainsi faut-il constater qu'à côté de la force de l'unité syndicale – dont j'ai évoqué les limites sur le fond – il n'y a eu que l'expression séparée des différentes composantes de la gauche, en soutien au mouvement.

Je précise pour éviter un malentendu : bien sûr les partis de gauche ont été présents dans les manifestations et sont intervenus à côté les uns des autres dans les meetings, mais jamais pour ébaucher ou ouvrir ensemble un processus de convergence bousculant l'agenda qui est le leur ou leurs débats internes. Ils ont de fait donné rendez-vous en 2012. La logique qui préside de leur côté est en fait hyper délégitimée : le mouvement terminé, les partis de gauche seront en compétition pour formuler des offres politiques et tenter de récolter les fruits électoraux du mouvement.

Mais voilà il y a un petit problème. D'un côté, les enquêtes montrent que l'opinion est favorable à de grandes mesures de ruptures : 78 % pour augmenter le SMIC, les minima sociaux et les pensions, 74 % pour le développement des services publics, 67 % pour créer un impôt sur les revenus du capital, 78 % pour augmenter les impôts des plus riches... De l'autre, 36 % des sondés font confiance au PS pour mener une politique répondant à leurs attentes, 35 %

pour EE, 19 % au PG, 16 % au front de gauche, 12 % au PCF et à LO. Ceux qui écrivent aujourd'hui que le mouvement garantit à la gauche une victoire en 2012 me semblent ne pas avoir mesuré le niveau de discrédit et de perte de légitimité de l'ensemble du système politique et représentatif, même si bien sûr le PS va tout faire pour récupérer la mise et si la tentation de « donner rendez-vous » en 2012 peut exister.

**L'espoir n'est pas de confier aux forces politiques le soin de faire une offre. Il est dans la poursuite d'un mouvement qui contribue à déplacer le cœur de la vie politique de la politique déléguée à la « politique sociale », c'est-à-dire à une forme de prise de pouvoir citoyen**

S'agit-il maintenant pour les partis de « gagner la confiance des citoyens », comme l'écrit *l'Humanité Dimanche* aujourd'hui, qui explique le paradoxe des résultats du sondage que je viens d'évoquer par des « raisons propres à chaque parti » ? Les états-majors pourraient déjà penser aux mesures qui permettront aux citoyens de reconnaître dans leurs programmes telle et telle aspiration exprimée dans le mouvement, avec toujours la logique d'un simple raccordement au mouvement (raccordement qui serait défaillant et qu'il faudrait simplement remettre en place).

#### Quelle démarche ?

A partir de ces éléments, comment envisager notre intervention sur les questions d'alternative, de dynamique politique possible, et quels premiers jalons pour les échéances de 2012 ?

Une réponse possible est de plaider pour que les forces qui se sont mobilisées dans le mouvement convergent afin, par exemple, d'élaborer des éléments d'une

alternative, et de formuler ce que pourraient être des mesures de ruptures avec le capitalisme, dans un processus ouvert aux citoyens. Il me semble que la Fédération devrait être force de proposition et partie prenante d'une telle poursuite du mouvement, qui contribuerait à élargir comme nous le souhaitons le rôle des forces sociales, avec l'idée qu'elles ne peuvent pas être indifférentes à la construction d'une alternative politique.

Mais malheureusement nous savons que cette idée – finalement celle d'états généraux de la transformation sociale et écologique – a déjà du plomb dans l'aile au plan national puisqu'au sein du collectif « exigences citoyennes », d'une part les partis, d'autre part les syndicats sont déjà très réticents à s'engager dans un tel processus, les uns pouvant d'ailleurs s'appuyer sur les positions des autres pour qu'un tel processus soit hors de question. Dans la logique actuelle de division des forces de la gauche de gauche, pour les partis il est tout simplement nécessaire d'avoir des programmes distincts pour justifier de candidatures séparées. Par ailleurs, ce type d'enjeu est encore repoussoir pour une partie à la fois des syndicalistes et des citoyens potentiellement intéressés, soucieux à juste titre de ne pas être instrumentalisés.

D'autre part, une telle réponse ne pourrait suffire car elle conduirait dans le contexte actuel à se centrer sur un travail de laboratoire d'idées, aiguillon de fait des forces politiques qui serait loin d'investir pour le subvertir le champ de la politique institutionnelle.

#### La gauche de gauche l'arme au pied

Et l'on en vient donc à la situation parmi les forces politiques de la gauche de gauche.

On peut dire que la période récente est marquée par des formes de « clarification » (mais clarification ne veut en l'occurrence pas dire progrès).

Nous voyons le NPA confirmer dans la préparation de son congrès l'abandon de son projet initial d'un type nouveau de formation politique, avec d'un côté une politique unitaire quand il s'agit de communiquer en soutien au mouvement, de l'autre la perspective de ●●●

●●● candidatures solitaires en 2012, avec un désintérêt notable pour l'enjeu d'une alternative politique globale et d'une perspective d'émancipation, et un centrage sur qu'on pourrait appeler un rôle de super-syndicat.

Nous voyons que le Front de gauche n'a pas réussi à exister dans le mouvement, alors que son profil politique lui donnait sur le papier une formidable occasion de développement, d'ouverture et de transformation dans le sens d'une démarche citoyenne, et non seulement d'entente de formations politiques... Cette possibilité, qui pouvait s'appuyer sur le lancement du travail sur le programme partagé, a été, est aujourd'hui fagocitée par l'affrontement sur la candidature à la présidentielle, par la question du leadership du Front de gauche. Les questions d'ouvertures à de nouvelles composantes, de dépassement de sa forme de cartel, de construction d'une dynamique citoyenne – que Clémentine Autain a abordé dans l'entretien publié dans *l'Humanité* – sont actuellement mises de côté. Le PCF tiendra un meeting le 8 avec Marie George Buffet, Pierre Laurent et André Chassaigne, tandis que le PG – qui a réussi à imposer une présence médiatique en rapport avec le mouvement, mais dans une position politique délégataire classique – s'apprête à relancer formellement la proposition de candidature de JL Mélenchon lors de son congrès des 19, 20 et 21 novembre.

Notre problème est ne pas rejouer le film sordide de 2007, et donc de ne pas se mettre en situation d'être otage d'un choix dans lequel en réalité ni les citoyens ni d'autres forces que le PCF et le PG seront maîtres. Nous sommes évidemment porteurs de la mise en cause de la présidentialisation de la vie politique, et de son corollaire en terme de démarche électorale, de la priorité à accorder à la convergence dans la diversité aux élections législatives pour contester la domination du social-libéralisme à gauche, de la nécessité d'une campa-

gne associant les cultures politiques de la gauche de gauche, du besoin de proposer une critique globale du système actuel et une vision cohérente pour une transformation de la société... Et, contre l'absurdité d'une nouvelle division de la gauche de gauche, nous devrions dans le même temps défendre la perspective d'une candidature faisant accord entre les différentes forces susceptibles de se rassembler – accord faute duquel la réédition des échecs précédents est une possibilité forte.

**Fagocitées par le problème de la candidature à la présidentielle, les questions d'ouverture du Front de gauche à de nouvelles composantes, de dépassement de sa forme de cartel, de construction d'une dynamique citoyenne sont actuellement mises de côté**

Mais notre problème est d'abord, avant les questions de candidatures, la nécessité d'être acteurs, avec notre propre démarche, autour des axes déjà évoqués (dans la continuité de notre intervention depuis septembre) : l'affirmation du caractère politique du mouvement ; la question de la refondation des institutions ; la nécessité d'une alternative politique incluant des mesures de ruptures ; le « c'est à la société de décider » ; le besoin de révolution, dont des enquêtes montrent qu'il est fortement exprimé parmi les jeunes ; les enjeux écologiques et la « nécessité » anthropologique actuels ; et bien sûr la nécessité de l'unité et l'impasse de la division...

Nous devrions donc être sur des fondamentaux, sur la conception des formes et de la nature de la politique, en incluant les questions de refondation de la démocratie, de mise en cause du pouvoir de l'Etat, avec au centre de son combat la lutte pour l'égalité dans tous les domaines, et en même temps cette fois lancer nos propres campagnes politiques concrètes, sur le court et le moyen termes en assumant le caractère décalé de nos propositions par rapport à l'ordre actuel et en faisant appel, comme y invite Pierre Zarka à l'audace des citoyens – posant notamment la question d'un front d'unité populaire associant les forces sociales et politique, de comités locaux pour l'alternative, dans la continuité du mouvement... annonçant de la manière délibérée notre intention d'être bel et bien acteurs des échéances de 2012 sur ces bases là, et posant la question aux acteurs des luttes de se fédérer, dans les espaces qu'ils décideront, qu'ils construiront.

L'espoir n'est pas de confier aux forces politiques existantes le soin de faire une offre politique que les citoyens auraient à adouber ; il est loin d'être seulement dans la convergence unitaire des forces (qui s'apprêtent d'ailleurs à ne pas être unies) ; il est dans la poursuite d'un mouvement qui contribue à déplacer le cœur de la vie politique de la politique institutionnelle, institutionnalisée, déléguée, à ce que Lucien Sève par exemple appelle la politique sociale, c'est-à-dire à une forme de prise de pouvoir citoyen sans laquelle les sociaux-libéraux ne mèneront pas de politique de changement, sans laquelle la gauche de gauche ne dépassera pas ces divisions mortifères et son incapacité à se constituer en force politique. C'est là que nous pouvons nous attacher à ébaucher des éléments d'une nouvelle culture politique, qui est très éloignée des anciennes conceptions de partis d'avant-garde.

● GILLES ALFONSI

**Note :**

Ce texte a été l'une des introductions faites au collectif d'animation national de la FASE des 6 et 7 novembre. D'autres éléments, dont une autre introduction par Etienne Adam sur le mouvement et ses suites, sont sur le site <http://lafederation.org>. Le débat se poursuivra dans les prochaines semaines à la Fédération, avec notamment l'élaboration d'un texte d'orientation.

# Pour une approche subversive du travail

**Plusieurs tribunes parues ces derniers jours dans *Le Monde* ou *L'Humanité* (1) estiment qu'au-delà des retraites, c'est la question du travail qui a été posée par le mouvement social. Du point de vue des partisans de l'émancipation, l'opinion devrait être plus nuancée : s'il y a un vrai frémissement sur la question du travail, considérer que la donne a changé pêche par optimisme.**

**D**ans les slogans, les tracts, les banderoles, le travail est resté une épreuve à laquelle chacun souhaite être soustrait le plus tôt possible. C'est le thème du «triplium», du travail-contraite, du travail-souffrance qui a dominé. L'ensemble des organisations (partis de gauche, syndicats, ATTAC, Copernic,...) s'est plus ou moins engouffré dans cet argumentaire. Les Caisses de retraite complémentaire et les Mutuelles ont été significativement absentes du mouvement alors qu'elles sont des institutions sociales essentielles du travail (2). Or, la question de la retraite permet d'aborder une question subversive : celle de la qualification reconnue comparée à la qualification réelle du salarié. Pour aller vite : la qualification réellement reconnue, c'est celle qui est valorisée lorsqu'on ne travaille pas parce qu'on est en retraite, qu'on est malade, accidenté ou au chômage. Tant qu'on est «en poste», il peut y avoir confusion entre ce qui est justifié par la complexité du poste ou son caractère stratégique ou sa pénibilité particulière et ce qui tient à la qualifica-

tion personnelle du salarié qui occupe le poste. Mais lorsqu'on ne l'occupe pas (temporairement ou définitivement), ce qu'on perçoit est la traduction financière de la qualification vraiment reconnue. C'est une opération-vérité en quelque sorte. C'est d'ailleurs ce qui rend le chômage indispensable au capitalisme : il lui permet de rogner sur la qualification reconnue aux actifs en poste.

## **Le travail est l'activité qui fait appel à toute notre qualification qu'elle soit reconnue ou non**

Tenir ce discours dans les A.G., dans les tracts, dans les journaux, permettrait de poser autrement la question des indemnités et des pensions en cas de non-activité salariée. Cela sortirait la Sécurité sociale de la catégorie «Assurances sociales». On ne cotise pas à des «assurances» contre le chômage, la maladie ou la vieillesse : une part du salaire lié à

notre qualification sert à payer à leur niveau de qualification ceux qui ne sont pas ou ne sont plus en poste. Cet éclairage disqualifierait d'ailleurs les compagnies d'assurances et autres fonds de pensions qui n'ont pas leur place dans cette affaire de qualification. Et permettrait peut-être de désamorcer le piège réformiste des «retraites à point».

Ayant remis les choses à leur place, il faudrait alors parler du travail parce qu'il faut revenir sur ce qui fait la qualification. Certes, la qualification s'appuie sur la formation initiale et la formation continue (3), mais elle s'appuie aussi sur l'expérience transmise et l'expérience acquise, sur les échanges avec les collègues, la hiérarchie, les sous-traitants, les clients, les usagers. Cela explique en bonne partie comment le patronat nie une bonne part de notre qualification : il ignore sciemment une part déterminante de notre travail.

Le travail est l'activité qui fait appel à toute notre qualification qu'elle soit reconnue ou non : les savoirs qu'on dit «formalisés», le tour de main appris auprès des anciens et qu'on a soi-même ●●●

(1) Christian Chevandier, *Le Monde* du 4 novembre - Jean-Marie Kneib, *L'Humanité* du 6 novembre.

(2) On comprend dans ces conditions pourquoi, malgré ses contradictions, le PS a pu se sentir à l'aise dans ce mouvement : si la question du travail se résume aux excès des employeurs, il suffit de réguler les relations sociales, les encadrer pour les humaniser. En aucun cas, de mettre en question la domination patronale.

(3) Précisons que l'école n'apprend pas un métier aux élèves mais leur donne un niveau de qualification. Cette qualification permet d'acquérir l'expérience d'un métier, voire de changer de métier. Confondre qualification et métier renvoie directement à la difficulté d'agir sur le terrain du travail lui-même.



●●● perfectionné, les astuces de métier qui permettent d'anticiper sur l'imprévu, le contretemps, l'engorgement, la panne, le désordre. Bref, tout ce qui fait que ça marche alors que cela ne se passe pas comme il est écrit dans les programmes ou les procédures.

Ce stade du débat abordé, on verrait mieux ce qui nous rend malheureux au travail : non pas le travail lui-même mais l'impossibilité de bien faire son travail; non pas le manque de «reconnaissance» mais l'impossibilité de mettre en œuvre sa qualification. Non pas l'objet du travail mais l'impossibilité de faire du bel ouvrage : quelque chose dans lequel on puisse se reconnaître. Et pourtant, il existe mille et une preuves que ça ne plie pas comme le voudraient les employeurs (privés ou publics).

Je pense à l'enseignant qui tient une double comptabilité : un cahier de texte «officiel» à présenter en cas d'inspection et un carnet qui dit tout ce qui a été fait en dépit des circulaires ministérielles «pour que les gosses s'y retrouvent». Je pense au technicien qui s'arrange pour qu'une pièce défectueuse ne soit pas livrée au client ou, au moins, que le client découvre vite qu'il a été trompé. Je pense à l'ouvrier qui fait dérailler la chaîne pour que chacun ait le temps de faire son travail comme il faut. Je pense à l'employée



Quand l'emploi tue le travail

### TRAVAIL ET POUVOIR D'AGIR

**D**ans le cadre des « lundis du Collège de France », une conférence d'Yves Clot, titulaire de la chaire de psychologie du travail au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) sur le thème « Travail et pouvoir d'agir » aura lieu le lundi 15 novembre à 19 h au théâtre de la Commune d'Aubervilliers. Il s'agit, résume Jack Ralite, de souligner que le travail « n'est pas un produit toxique.

C'est de ne pas pouvoir le faire correctement qui l'est. (...) Peut-on faire un travail dont on puisse être fier ? Dans lequel on puisse se reconnaître ? Que l'on puisse transmettre à ses enfants ? Voici ce qui est décisif. Il y a à inventer pour que la qualité du travail soit au cœur ». Et de faire référence à la pensée de Primo Lévi évoquant le lien entre le « bien-être » et le « bien faire » au travail.

d'un plateau de «service clientèle» qui contourne le script pour répondre à la vraie question du client... Oui, ça ne se laisse pas faire derrière les bâtis.

### Ces questions sont-elles vraiment politiques ? Notre réponse est sans conteste positive

Pour dépasser le refus individuel d'être complice, pour que cela devienne une résistance, il faut... des réseaux de résistants dont la solidarité n'exclue pas des désaccords à débattre mais une solidarité qui les rend capables de définir l'ampleur des remises en question nécessaires, qui les rend apte à découvrir et partager les meilleures façons de gripper le système, qui leur permet d'ouvrir des brèches dans lesquelles pourront s'engouffrer d'autres salariés qui, à leur tour, deviendront des résistants.

Mais, ces questions sont-elles vraiment politiques ? Notre réponse est sans conteste positive car elles permettent de faire l'expérience de l'ampleur des subversions nécessaires : mettre en cause l'organisation du travail et les objectifs de production, c'est mettre en cause une chasse gardée patronale; cela ne peut pas se faire sans conflit. Et une telle bataille mettra en évidence le nécessité de

combiner luttes sociales et luttes politiques : aucun gouvernement ne garantira par des textes que nous puissions prendre plaisir à bien travailler, à travailler dans l'intérêt de la société et à le faire collectivement. Il faut un cadre juridique qui étaye cette démarche mais rien ne bougera sans la lutte des intéressés.

Reste à trouver les lieux, les occasions de commencer à créer ces réseaux de résistance et à populariser leurs expériences. Cela ne se décrète pas ; seuls les militants qui en sont convaincus seront en position, à partir de la réalité telle qu'elle est, des questions telles qu'elles sont posées dans la vie, de révolutionner l'approche du travail par les travailleurs eux-mêmes.

### ● GILLES BOITTE

*Cerises* est édité  
par les Communistes unitaires  
[contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)

Noyaux de cerises : Gilles Alfonsi,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Arnaud Viviant.

# La prose et la politique

On connaît bien l'apologue moliéresque de Monsieur Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir. C'est le côté ridicule de l'affaire. Mais savoir que l'on fait de la prose aide sans doute à mieux choisir ses mots, à veiller à sa syntaxe, au rythme de ses phrases, à l'élégance – et à l'efficacité – de son discours. Il y a comme ça mille choses que l'on fait dans la vie sans toujours le savoir, ou en ne le sachant que confusément, et donc sans en tirer toutes les conséquences. C'est la cas de la politique.

Dans les années soixante-dix du vingtième siècle, le mouvement féministe avait avancé le mot d'ordre « Tout est politique ! » On peut gloser autant que l'on voudra sur les limites d'une acception ainsi illimitée, craindre une nuit des concepts où tous les chats seraient gris, ou laisser entendre que qui trop embrasse mal étire. Mais en politique, mieux vaut sans doute voir trop large que trop étroit. N'acceptons peut-être ce « Tout » que sous bénéfice d'inventaire, mais évitons surtout de rejeter le mot d'ordre sans autre forme de procès. Le risque principal est certainement de ne pas mesurer à quel point quelque chose se cache derrière nombre de pratiques sociales, et qu'on peut bien qualifier de politique.

Les deux jeunes gens qui écrivaient en 1847 le *Manifeste du parti communiste* y disaient ainsi que « toute lutte de classe est politique ». Le propos peut être étendu à toute lutte qui tend à contester – ou à conforter – l'ordre existant. À l'évidence la lutte des dizaines de millions de personnes qui agissent, par la grève et la manifestation, ou même par la sympathie expresse et le soutien qu'ils expriment de toutes sortes de manières à l'égard du mouvement contre le recul du droit à la retraite, est une lutte politique. Comme est politique la lutte des quelques milliers d'actionnaires cupides et de leurs laquais enthousiastes pour imposer ce recul. Mais si ces derniers sont parfaitement conscients de « faire de la politique », ce n'est pas toujours le cas de celles et ceux qui leur résistent.

Or, c'est en assumant le caractère politique de ce mouvement que ses acteurs et ses actrices peuvent lui donner l'allant nécessaire et le débouché qu'il attend. Sa première victoire aura été de mettre le pouvoir en difficulté, en soulignant son déficit de légitimité et son mépris de démocratie, en illustrant sa connivence appuyée avec le monde cynique du fric. Cela n'est pas un simple résultat inattendu de la mobilisation : c'est dans sa logique même. Ainsi, dire comme on l'entend parfois « je lutte contre la réforme des retraites, mais je ne fais pas de politique » a quelque chose d'étrangement paradoxal, voire d'extravagant. Lutter pour préserver un élément aussi crucial de civilisation que le droit à la retraite, lutter contre une loi conçue par des responsables politiques du pays dans l'intérêt de la caste privilégiée qu'ils représentent, pourrait n'être

pas « politique » ?

Une telle idée repose sur l'idée que « faire de la politique » serait nécessairement s'associer à quelque écurie politicienne, faire en somme son marché entre les différentes « offres politiques » que proposeraient les professionnels et les spécialistes autoproclamés de la politique. Cette idée est dangereuse : elle donne au mouvement une limite dramatique en le privant de dessiner une alternative crédible pour faire du neuf. Les partis et organisations qui prétendent être le passage obligé de toute action politique prennent ici une responsabilité dramatique.

Ce que souligne le caractère unitaire et massif du mouvement de lutte contre le démantèlement du droit à la retraite, c'est la nécessité pour une gauche d'alternative, qui refuse le système actuel et son infernale logique financière, qui refuse que l'on continue à prendre dans la poche des pauvres pour remplir celle des riches, de savoir s'unir, et faire front commun face aux tenants de la finance, la droite et ceux qui mèneraient à cet égard la même politique s'ils étaient au pouvoir. C'est la nécessité d'une politique qui soit le fait de toutes celles et de tous ceux qui veulent un avenir d'émancipation et d'égalité : ce que dit ainsi implicitement – et parfois sans le savoir – le mouvement populaire, il doit l'assumer et le dire avec force. C'est cette « base » innombrable qui peut seule, et qui doit être, le ferment de l'unité et des victoires à venir.

## ● LAURENT LÉVY



Faites passer les Cerises !  
Invitez vos collègues, vos amis  
et toute la famille à recevoir  
Cerises en écrivant aux griottes.  
[contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)

# Pas de demi-mesures, l'heure est à la radicalité concrète

## Interview avec Clémentine Autain<sup>1</sup>

Clémentine Autain est membre de la Fase (Fédération pour une alternative sociale et écologique) et directrice du mensuel *Regards*. Pour elle, la mobilisation sur les retraites traduit « une exaspération globale ».

**C**omment caractérisez-vous la crise sociale que nous traversons ? S'est-elle transformée en crise politique ?

**Clémentine Autain.** Nous traversons une grave crise de légitimité. Le gouvernement, les institutions nationales et internationales, le système politique même ont perdu de leur sens. Les règles du jeu de l'actuelle République sont à bout de souffle. Le bien commun est menacé. L'intensité de la mobilisation sur les retraites traduit une exaspération globale. Nous avons gagné la bataille des idées. Nous pouvons encore arracher le retrait du projet. Nous avons ensuite le devoir d'ouvrir une perspective de changement. Ce mouvement est une vraie moisson politique. Ce qui s'est exprimé aide à dégager des priorités : desserrer la contrainte de la finance, inventer un nouveau statut salarié, relocaliser les productions, lutter contre les inégalités par une nouvelle distribution des richesses, penser les temps de la vie, etc. L'heure n'est pas aux demi-mesures mais à la radicalité concrète.

**Certes unie dans les luttes, la gauche peut-elle être crédible quand elle affiche des divergences essentielles sur des propositions alternatives au projet gouvernemental sur les retraites ?**

**Clémentine Autain.** La gauche ne doit pas mollir et se montrer unie autour de l'exigence de retrait du projet. Là se jouent aujourd'hui notre responsabilité et

notre crédibilité. Cela n'enlève rien aux désaccords sur l'alternative. Sur les retraites comme sur de nombreux sujets, il y a deux grandes orientations à gauche. Ce qui nous rendrait crédible, c'est qu'elles s'incarnent dans deux forces clairement identifiées, l'une d'accompagnement, l'autre de transformation. La gauche tout entière sera d'autant plus dynamique que la force d'alternative aura pris toute sa place.

**Peut-on infléchir la politique du PS sur cette question sans attendre 2012 ?**

**Clémentine Autain.** Ce n'est pas l'enjeu. Pour ma part, je ne milite pas pour aiguiller le PS ! Faisons valoir nos propres propositions et mettons-nous en situation de construire une nouvelle force capable de battre la droite dans les urnes, d'être en tête à gauche. Cela suppose un effort inédit d'unité et un travail de rénovation, sur le fond comme sur la forme. L'éparpillement et la répétition sont nos pires ennemis.

**La Fédération (Fase) envisage-t-elle d'être partie prenante du « programme partagé » que le Front de gauche a lancé à la Fête de l'Humanité ?**

**Clémentine Autain.** Oui. Nous avons toujours dit notre disponibilité à participer aux cadres unitaires de l'autre gauche. Mais le Front de gauche est-il prêt à se transformer en s'élargissant à de nouvelles forces et à de nouvelles implica-

tions citoyennes ? Nous attendons cette ouverture.

**Vous avez participé aux listes élargies du Front de gauche aux régionales. Êtes-vous prêts à renouveler la démarche pour les élections présidentielle et législatives de 2012 ?**

**Clémentine Autain.** Ce fut le cas dans certaines régions, malheureusement pas dans toutes. Une dynamique rassemblant plus largement que l'actuel Front de gauche est nécessaire pour 2012. Tout l'arc des forces de la gauche décidée à affronter la logique capitaliste et à donner corps à l'exigence de souveraineté populaire doit faire cause commune. Je suis convaincue qu'une grande partie des gens qui descendent dans la rue attendent de nous cette convergence ainsi qu'une refondation idéologique, stratégique et organisationnelle.

**La candidature du Front de gauche aura-t-elle votre soutien à la présidentielle ?**

**Clémentine Autain.** Quelle drôle de formulation ! Nous ne voulons pas seulement soutenir mais participer à l'élaboration de candidatures à la présidentielle et aux législatives sur la base d'un projet partagé, à gauche, bien à gauche, entre tous ceux qui veulent la franche rupture avec les logiques dominantes depuis près de trente ans.

---

**Dossier coordonné par Michèle Kiintz**

---

1. Entretien réalisé par Mina Kaci, paru dans *L'Humanité* du 3 novembre



# Pleasantville

**A**ngela Walker, de l'Illinois, a 45 ans. Elle habite une ville à 120 km de Chicago, que appellerons Pleasantville. Ah ! Pleasantville, sa fête de la citrouille (de toutes tailles (1), nombreuses recettes de cuisine...), son église, son magasin d'armes en vente libre, ses institutions de charity-business. Son supermarché Wall-Mart et ses coupons de réduction. Enfin, sa cérémonie de remise de diplôme aux étudiants, avec chapeau carré et toge.

Comme les autres villes des Etats-Unis, Pleasantville a aussi ses vétérans multi-guerres et son mort en Irak, un cousin d'Angela. John, le mari, fait deux métiers : chargé d'affaires dans l'automobile en journée, pharmacien sans qualification le soir et le samedi. Il faut bien vivre. Il sait qu'il peut être licencié du jour au lendemain de ses deux boulots. La dernière fois, ni une, ni deux, son précédent patron l'a viré de son bureau à plantes vertes un matin. Ordre de l'actionnaire au paradis capitaliste. Le mari d'Angela n'a pas fait de dépression. Une chance qu'il ait pu rebondir. Et puis, il y avait les deux gosses qui étudient à l'école privée et payante, ce 4x4 à rembourser, qui te suce une essence, mais une essence ! Grâce à une amie française, John a réussi à venir en France pour se faire opérer de la cheville, le tendon d'Achille. Vingt fois moins cher, deux fois plus sûr. Pour cette intervention, il a pris ses quinze jours de congés annuels. Il a été ébahi par la Carte Vitale. S'il savait !

Angela Walker a voté pour Barack Obama il y a deux ans. Elle s'est forcée. Cette couleur café au lait, tout de même... Elle n'est pas Angela Davis. Madame Walker, informaticienne, travaillait à la station-service. Hamburgers, huile de vidange. Elle fait aujourd'hui partie des 6 millions de personnes inscrites depuis six mois au chômage, un chiffre record, qui a doublé en 18 mois. Elle appartient aux 42 millions d'Américains (14 % de la population) qui mangent au « stamp-food », des chèques alimentaires. Elle s'est débarrassée de son clébard trop cher à nourrir, mais a pu garder le perroquet. Elle ne sait pas que dans deux mois, la bestiole sera saisie par un employé de sa banque. Pourtant, elle et John ont toujours remboursé à temps leur emprunt à la JPMorgan Chase. Cela n'empêchera pas l'agent de leur couper l'électricité et l'eau, de vider leur maison, de remplir les toilettes d'antigel, de cadenasser la porte. John et Angela devraient regarder plus loin que leur nez : il y a eu 96 000 saisies de ce type aux Etats-Unis pour le seul mois d'août dernier, avec

ou sans « erreur de procédure », reposant aux trois-quarts sur de faux documents. Sept millions de foyers Américains ont ainsi perdu leur toit. Ceux-ci sont devenus citrouille. à la lecture d'un projet de loi écrit par les banques, pour faciliter les expulsions, et auquel Obama a fini par mettre son veto. Car Pleasantville, ce sont aussi des banques. Et des banquiers qui n'ont cessé, obsédés par le business, de vendre du crédit très cher à des particuliers modestes (mais désireux de devenir propriétaires) et de refourguer ces crédits à d'autres (la fameuse titrisation). Non sans avoir encaissé des commissions plantureuses. À ce système toxique, s'est ajouté le fait qu'une partie des prêts titrisés – placés donc sur le marché financier – ont été entachés d'irrégularités : les revenus des emprunteurs ont été sciemment surévalués ; les valeurs des maisons, garanties des prêts, ont été surestimées.

Angéla et John ont écrit à un ami de France, qui mange des grenouilles, avale des couleuvres, etc. « Heuureusement que viou les Français, ne connai pas le tuitrisation » leur a-t-elle dit. Son ami s'est gratté le front gauche, à l'endroit des pensées, plus broussailleux. La titrisation ? Bon sang, mais bien sûr ! Cette opération qui consiste à transformer un ensemble de créances communes en titres financiers négociables sur le marché ! La titrisation et son introduction en France par les gouvernements Rocard (loi du 23 déc.



Boîte aux lettres devant une maison saisie aux Etats-Unis (photo Reuters/Carlos Barria).

1988) et Bérégovoy (loi du 4 janv. 1993). « La titrisation, l'outil miracle qui accroît la liquidité du marché » (*L'Euro* - 21 février 1997) »

A Pleasantville, une conférence, intitulée *Les crises du capitalisme*, a été annoncée. L'économiste marxiste anglo-américain David Harvey (2) y prendra la parole. « Serait-il temps de regarder au-delà du capitalisme, vers un nouvel ordre social qui puisse nous permettre de vivre ensemble, au sein d'un système qui soit responsable, juste et humain ? » De quoi rétablir quelques tuyaux de la pensée et de commencer à couper ceux, petits et grands, du système.

### ● PHILIPPE STIERLIN

(1) la plus grosse : 130 kg

(2) David Harvey : *Géographie et capital. Vers un matérialisme historico-géographique* - Editions Syllepse, Paris 2010, 279 pages, 22 euros